Le Mag

N°165 / Décembre 2022

action-education.org

Inde
3 défis, 3 projets

Aide et Action devient ACTION EDUCATION

LA PHOTO DU MOMENT

15 octobre 2022, école primaire du district de Baksha dans l'état d'Assam.
Les élèves se préparent pour une activité de rattrapage suite aux pertes d'apprentissage causées par les fermetures prolongées des écoles. L'Inde est l'un des pays qui a connu la plus longue période de fermeture des écoles (près de 18 mois) en raison de la pandémie de COVID-19. Les cours en ligne ont exclu de nombreux élèves du système éducatif. Le projet *Addressing COVID Learning Gap* d'Action Education vise à atténuer ces pertes d'apprentissage parmi les enfants vivant en milieu rural.

Le projet va aider 100 000 enfants et adolescents dans 7 districts de l'Assam à rattraper leurs pertes d'apprentissage, en donnant notamment la priorité aux compétences de base chez les élèves de l'école primaire. Des volontaires de l'association reprennent des notions fondamentales (lecture, arithmétique) afin que les enfants ayant des difficultés puissent continuer à suivre les cours. Les capacités des enseignants des écoles publiques sont également renforcées pour permettre la continuité de l'apprentissage.

ÉDITO

« ACCOMPAGNER LES COMMUNAUTÉS INDIENNES VULNÉRABLES ET MARGINALISÉES »

Jean-Pierre Pichaut
Président d'Action Education France

Aide et Action (aujourd'hui Action Education) a été créée en 1981 par Pierre-Bernard Le Bas pour soutenir la scolarisation d'enfants dans le sud de l'Inde. Pendant ces 41 années, nous n'avons pas cessé d'accompagner les communautés indiennes vulnérables et marginalisées qui, privées d'éducation et de formation, avaient peu d'espoir de voir leur avenir s'améliorer. L'Inde a connu sur ces quatre décennies une croissance importante, mais également une augmentation spectaculaire des inégalités selon le Rapport sur les inégalités mondiales de 2022. D'après les estimations de la Banque mondiale, 56 millions d'indiens ont sombré dans la pauvreté à cause de la pandémie de Covid-19. Le confinement long et strict a entrainé un arrêt quasi-total de l'activité économique pendant plusieurs mois.

Les défis que nous rencontrons sur le terrain sont nombreux. Nous avons souhaité vous présenter les trois principaux dans le dossier de ce magazine consacré à ce pays. A travers les pages du Grand angle, vous découvrirez comment nos équipes œuvrent pour l'accès à l'éducation des filles issues de communautés marginalisées, l'émancipation économique des jeunes défavorisés et l'application du droit à l'éducation pour les enfants migrants. Donner à ces communautés la possibilité d'apprendre et de se construire un avenir meilleur est l'un des objectifs que nous poursuivons. Nous avons souhaité enrichir le dossier du magazine et certains articles par des contenus audiovisuels accessibles depuis notre site internet.

Bonne lecture et bonnes fêtes de fin d'année à toutes et à tous.

SOMMAIRE

P4 ACTUALITÉ
L'émancipation économique des femmes en milieu rural

P6 GRAND ANGLE
Inde : 3 défis, 3 projets

P12 DANS LE MONDE
P14 OPINIONS
Trois ans de mobilisation pour les droits de l'enfant !

P16 EN BREF
P18 MOBILISATION CITOYENNE
P19 GRAND TÉMOIN

Magazine trimestriel publié par l'association Action Education
Avec ce numéro, un calendrier et une lettre d'accompagnement.
53 boulevard de Charonne, 75 545 Paris Cedex 11
01 55 25 70 00 / contact@action-education.org

Représentant de l'association France : Jean-Pierre Pichaut - Directeur de la publication : Charles-Emmanuel Ballanger - Rédaction en chef : Gilles Oger - Rédaction : Chandra Kiran Katta, Vanessa Martin, Gilles Oger, Dramane Sessouma - Commission paritaire : 0723 G 83404 - Prix au numéro : 2 € - Abonnement de soutien : à partir de 16 € - ISSN : 2804-0511 - Dépôt légal : quatrième trimestre 2022 - Tirage : 34 805 exemplaires - Imprimeur : SIB Imprimerie, Zone industrielle de la Liane, B.P. 343, 62205 Boulogne-sur-Mer Cedex - Création graphique et fabrication : tcgraphite.

Photographie de 1ère de couverture : © Gilles Oger
© photo journal : P2 : Gilles Oger - P4 : Action Education Asie du Sud-Est - P5 : Action Education Afrique - P6, P8 : Gilles Oger - P9 : Chandra Kiran - P10 : Gilles Oger - P11 : Vincent Reynaud-Lacroze - P12 : Action Education - P15 : Chandra Kiran - P16 : Action Education - P17 : Anne-Emmanuelle Thion - P18 : Action Education - P19 : Victoria Arfi.

Action Education, association de développement par l'éducation, est libre de toute attache religieuse et politique. Action Education est une association reconnue d'utilité publique et agréée par le ministère de l'Éducation nationale. Elle est habilitée à recevoir des legs et des donations exempts de tous droits de mutation. Les coûts de réalisation, d'impression et de diffusion du magazine, sans cesse optimisés, sont intégralement pris en charge dans l'abonnement des parrains et donateurs d'Action Education. **En application de la loi du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification ou de suppression sur les informations vous concernant, que vous pouvez exercer en vous adressant à notre association.**

CHSAlliance
Action Education est membre de la CHS Alliance

Aide et action France est Reconnue d'Utilité Publique et agréée par le ministère de l'Éducation nationale.

Agissez pour le recyclage des papiers avec Action Education et Citeo

Vietnam

L'émancipation économique des femmes en milieu rural

A Sapa, petite ville de montagne aux collines verdoyantes, Vàng Thị Xá, 25 ans, agricultrice rêve d'accueillir des visiteurs chez elle et de gérer sa propre entreprise.

« *J'ai beaucoup pleuré quand mes parents m'ont demandé d'arrêter d'étudier* », raconte Xá qui a mis fin à sa scolarité en troisième à cause de la pauvreté. Dans sa communauté H'Mong, la pauvreté conduit souvent à sacrifier l'éducation des filles au profit d'un mariage précoce.

L'ÉDUCATION POUR TOUS

Dans les zones rurales telles que la ville natale de Xá, l'accès à une formation professionnelle équitable et à une orientation professionnelle restent largement hors de portée.

Début 2022, Action Education, en collaboration avec les centres de formation professionnelle locaux, a organisé un programme de formation mobile dans les communautés rurales et éloignées. Xá était l'une des participantes à cette formation intensive d'un mois qui lui a permis d'acquérir des compétences techniques en broderie et en tissage, ainsi que des compétences générales en communication et en éthique professionnelle.

Avant de participer à la formation, Xá fabriquait des vêtements pour sa famille en utilisant les compétences que sa mère lui avait enseignées et en participant à un groupe coopératif de broderie dirigé par une artiste locale. « *Les compétences en couture que j'ai acquises pendant mon enfance m'ont été utiles pour produire des vêtements pour mon mari et mes enfants, mais elles n'ont pas bien fonctionné dans la coopérative car je n'avais pas d'idées créatives pour fabriquer de beaux produits* » explique-t-elle. Avec trois jeunes enfants à élever, Xá s'inquiétait de sa situation financière et de la façon dont elle pourrait se permettre d'envoyer son aîné à l'école l'année prochaine.

Depuis qu'elle a rejoint la formation, ses inquiétudes ont diminué. « *Je me suis sentie libre et à l'aise pour participer au cours et j'ai rapidement acquis de nouvelles connaissances et pensé à des idées créatives. Maintenant, je peux produire de plus beaux produits à vendre pour la coopérative et gagner plus d'argent pour la famille* », dit-elle.

À SAVOIR

Seulement 12,3 % des femmes employées dans les zones rurales ont reçu une formation. Pour remédier à cette situation et doter les jeunes femmes des minorités ethniques de compétences pertinentes pour le marché du travail vietnamien, Action Education développe des formations intensives dans des endroits très reculés.

UNE NOUVELLE VOIE À SUIVRE

Les revenus de sa famille s'améliorant peu à peu, Xà rêve à nouveau de la carrière qu'elle imaginait lorsqu'elle était jeune fille : diriger sa propre entreprise d'hébergement chez l'habitant. « Si ma situation continue de s'améliorer, mon rêve de gérer une maison d'hôtes pourrait se réaliser l'année prochaine. J'espère que ce programme se poursuivra afin que je puisse suivre les autres formations, notamment en cuisine traditionnelle et en accueil du public ».

Sénégal

Soutenir la scolarisation de 300 jeunes filles vulnérables

Le projet *SCOLFILLE* soutient la scolarité et la réussite de 300 jeunes filles à risque de décrochage scolaire dans les régions de Kolda et de Fatick.

Dans ces deux régions, de nombreuses difficultés freinent les filles dans la poursuite de leurs études : frais de scolarisation, traditions patriarcales, stéréotypes sexistes, manque de modèles féminins… Dès le début du projet, 300 collégiennes en risque de décrochage scolaire ont été identifiées. Les leaders d'opinions, les élus, les chefs de village, les guides religieux ainsi que les parents ont été sensibilisés à l'importance de la scolarisation des filles. Les enseignants ont été formés pour favoriser la participation, l'implication et la motivation des filles aux processus d'apprentissage. Les 5 collèges du projet ont été dotés d'ordinateurs portables, de vidéoprojecteurs et de tablettes afin de faciliter l'apprentissage à domicile des collégiennes. Celles-ci ont également reçu des kits de fournitures scolaires ainsi que des protections hygiéniques réutilisables.

UN ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISÉ

Dès le début du projet, un dispositif a été conçu pour permettre à ces jeunes filles d'être accompagnées par 120 étudiantes plus âgées. Chaque collégienne reçoit le soutien d'une étudiante/tutrice, appelée « Magalé » ou « Diadia », ce qui signifie grande-sœur en wolof et en peulh. Ces étudiantes en sciences de l'éducation apportent un soutien moral, conseillent et renforcent la confiance et l'engagement des jeunes collégiennes. Chaque étudiante organise régulièrement avec les collégiennes qu'elle accompagne un échange téléphonique autour d'une thématique donnée (projet professionnel, confiance et estime de soi, travail à la maison, gestion menstruelle…). Les collégiennes apprécient beaucoup les échanges avec leur tutrice. Une tutrice témoigne : « *Je me rends compte que ce projet est vraiment d'une très grande importance. Car il change le tournant d'une vie, et la perception des choses de nos filleules. Je suis très fière de la mission qui nous a été donnée car elle porte déjà ses fruits !* ».

295 FILLES

(soit 98%) ont achevé l'année scolaire 2020-2021 sans l'abandonner

Inde
3 défis, 3 projets

Les trois défis majeurs auxquels Action Education fait face en Inde concernent l'accès à l'éducation pour les filles issues de communautés marginalisées, l'émancipation économique des jeunes défavorisés et l'application du droit à l'éducation des enfants migrants. Découvrez comment trois de nos programmes phares intègrent ces thématiques et tentent de relever ces défis.

L'ACCÈS POUR TOUTES LES FILLES À UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ

Le projet Enlight - *Girl child education* vise à offrir un meilleur avenir, grâce à l'éducation, à plus de 2 500 jeunes filles vivant dans des conditions difficiles. Opérationnel dans neuf villes indiennes, Enlight s'engage auprès d'un groupe spécifique de filles dans chaque ville.

En Inde :

70 à 80
millions d'enfants en âge d'être scolarisés ne vont pas à l'école

13
millions d'enfants travaillent

27 %
des petites filles sont mariées avant l'âge légal

Sarasvati est la déesse de la connaissance et des arts. Associée à l'éducation, on la représente souvent sobrement vêtue. Elle possède quatre bras dont deux jouent d'un instrument (la vîna), un tient un livre et le dernier un chapelet.

La scolarité est obligatoire et gratuite en Inde de 6 à 14 ans. Dans les faits, on estime que 70 à 80 millions d'enfants en âge d'être scolarisés ne vont pas à l'école. Les causes de cette absence de scolarisation sont multiples et ne se limitent pas à la pauvreté. Différents facteurs entrent en jeu tels que la discrimination liée à la santé ou à l'identité, les pratiques socioculturelles, le handicap… Ces enfants courent alors un risque élevé d'être forcés à travailler dans des conditions de servitude, d'être victimes de la traite des êtres humains ou d'être exploités sexuellement. Leur santé et leur bien-être sont souvent gravement compromis. De plus, l'éducation des filles est perçue comme un effort coûteux et non rémunérateur, et n'est donc pas une priorité pour les parents les plus démunis. Les filles continuent d'être une charge économique (paiement de la dot) et les familles préfèrent, quand elles le peuvent, envoyer les garçons à l'école.

Le projet Enlight vise à encourager et à promouvoir l'éducation des filles vivant dans des conditions difficiles. Il leur permet d'accéder à une éducation de qualité et de construire un meilleur avenir pour elles-mêmes, leur famille et leur communauté. Dans chacune des 9 villes du projet, nous ciblons les filles des communautés les plus défavorisées et marginalisées. Par exemple les filles de familles travaillant dans la collecte de déchets à Mumbai, les filles de la communauté Adi Dravida à Chennai, les filles de femmes travailleuses du sexe à Kolkata…

Nous sommes actuellement engagés auprès de 2 516 filles dans ces 9 villes par le biais de 45 centres de soutien aux enfants (CSC). Ces centres sont destinés à améliorer leurs capacités d'apprentissage, leurs compétences en lecture, en écriture et en arithmétique de base. Nous cherchons également à développer les compétences analytiques et les compétences de vie des enfants que nous accueillons. Les parents sont sensibilisés à l'importance de l'éducation des filles. Le développement d'une petite épargne est encouragé, afin de répondre aux besoins éducatifs pour des petits accessoires (cahiers, sac d'école…) et de diminuer l'absentéisme à l'école.

« L'autonomisation des filles et l'investissement dans celles-ci sont essentiels pour briser le cycle de la discrimination et de la violence et pour promouvoir et protéger l'exercice de leurs droits fondamentaux »

Résolution 66/170 des Nations unies

Sharon, jeune collégienne du village de Vellanur dans les environs de Chennai témoigne : « *Le projet Enlight m'a vraiment aidé et donné le goût d'apprendre. J'obtiens de bonnes notes, des prix, et suis même devenue Kutty Teacher, c'est-à-dire que j'aide les élèves plus jeunes dans leur apprentissage* ».

L'ÉMANCIPATION ÉCONOMIQUE DES JEUNES PAR LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Action Education poursuit son engagement auprès des jeunes défavorisés en Inde, et notamment des femmes, avec le projet iLEAD qui favorise l'accès à l'emploi et à l'entrepreneuriat.

18
centres de formation en Inde

250 000
jeunes accompagnés depuis le début du projet

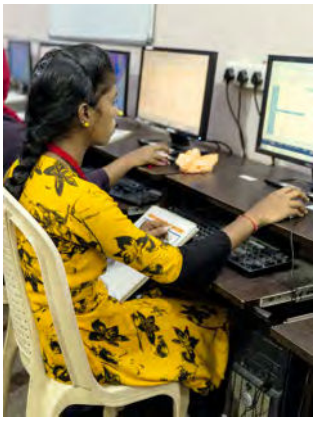
75 %
ont trouvé un emploi stable

En Inde, 20 % des jeunes âgés de moins de 25 ans sont non scolarisés ou sans emploi ni formation. C'est particulièrement vrai chez les jeunes femmes, qui sont deux fois plus nombreuses que les hommes à être concernées. Souvent issus de milieux défavorisés et exerçant de petites activités dans l'économie informelle, ils se retrouvent alors victimes d'un cercle vicieux entraînant détérioration des compétences, sous-emploi et découragement.

Le projet iLEAD (Initiative for Livelihood and Development) a été lancé suite au tsunami de 2004 qui avait dévasté la côte est de l'Inde. Le projet permet à des jeunes, âgés de 18 à 32 ans, de bénéficier d'une formation professionnelle et d'un accompagnement dans la recherche d'un emploi dans plus de 40 métiers. Les domaines couverts sont variés : la couture, l'esthétique, la mécanique, les services hôteliers, le tourisme, la comptabilité ou encore l'informatique. L'accent est mis sur l'utilisation des outils numériques et l'apprentissage de l'anglais. Des sessions de développement de compétences personnelles interviennent également pendant la formation.

Depuis 2005, plus de 250 000 jeunes adultes ont pu bénéficier grâce à iLEAD d'une formation professionnelle et d'un service d'insertion socio-professionnelle (préparation aux entretiens d'embauche, réseaux de partenaires...). La force du projet est de proposer des formations assez courtes – de 3 à 4 mois – très professionnalisantes et gratuites.

Ilakiya, 24 ans, mère de 2 enfants témoigne : « *Grâce au programme iLEAD j'ai trouvé un emploi stable dans une entreprise IT avec un bon salaire. L'éducation est essentielle à mes yeux, je ferai tout mon possible pour que mes enfants reçoivent une bonne éducation* ». Devenu au fil des années, plus holistique, inclusif et responsabilisant, le projet a évolué permettant aux jeunes de devenir acteurs de changement dans leurs communautés. Le projet a également réussi à briser la barrière du genre et à faire des jeunes femmes des modèles de réussite, il a également permis à des jeunes en situation de handicap d'être pris en charge et de mener leur vie dans la dignité. L'entrepreneuriat est également mis à l'honneur avec des formations en gestion, des conseils pour l'élaboration de plans d'affaires et des liens avec les institutions financières. Le succès du projet a poussé les autorités indiennes à réviser leur offre de formation professionnelle.



APPLIQUER LE DROIT À L'ÉDUCATION DES ENFANTS MIGRANTS

Action Education travaille depuis 2009 à la prise en charge des enfants migrants des briqueteries et des chantiers de construction, et à l'application de leur droit à l'éducation.

La migration interne en Inde concerne près de

140 millions

de personnes dont **10 à 15 millions** d'enfants

65 %

des enfants migrants sont atteints de graves retards (croissance, développement émotionnel, cognitif…)

L'inde connait d'importants mouvements migratoires internes. La croissance économique du pays repose principalement sur le développement de deux secteurs – la construction et les services – qui emploient une main d'œuvre souvent composée de travailleurs migrants. D'après le dernier recensement (2011), ce phénomène toucherait près de 140 millions de personnes. Originaires des États les plus pauvres (Bihar, Uttar Pradesh, Orissa…), ils partent chaque année louer leur force de travail dans les grandes villes pour quelques mois, avant de rentrer chez eux pour les récoltes. Cette population, largement invisibilisée, a très peu accès aux prestations sociales (éducation, santé…) et subit des conditions de vie extrêmement précaires. Parmi elle, 10 à 15 millions d'enfants souvent déscolarisés se retrouvent en situation d'extrême vulnérabilité. Déracinés et confrontés à une langue qu'ils ne connaissent pas (l'Inde compte 22 langues officielles), les jeunes migrants n'ont pas accès aux écoles locales de leurs nouvelles zones de résidence.

Grâce à la mise en place de centres dédiés, nous nous efforçons de fournir des services d'accueil ainsi qu'une éducation ininterrompue pour les enfants âgés de 0 à 6 ans. Nous y promouvons l'apprentissage cognitif grâce à l'élaboration de matériels et de programmes adaptés. En parallèle, Action Education encourage les écoles voisines des chantiers à accepter les enfants migrants en âge d'être scolarisés (de 6 à 14 ans). Les enseignants volontaires des centres sont originaires de la même région que les enfants et partagent la même culture et la même langue. L'objectif principal est d'assurer la continuité du parcours scolaire des enfants migrants. Jusque-là, les enfants manquaient trop de cours et n'avaient plus le niveau à leur retour. Ce risque d'abandon scolaire est désormais considérablement réduit. Au niveau politique, nous avons réussi à rédiger et à partager des recommandations avec le gouvernement, les décideurs et les propriétaires des chantiers pour développer un cadre permettant aux familles et aux enfants migrants d'accéder à des conditions de vie décentes, aux services de base et à leurs droits sur les lieux de travail.

NIVETHA, VELLANUR (CHENNAI)

« Mon père est décédé quand j'étais jeune et ma mère, malade, ne peut plus travailler. Mon frère aîné a dû interrompre ses études et travaille comme journalier dans un abattoir. Étant faible en anglais et en mathématiques, j'ai envisagé d'abandonner l'école et de trouver un travail. C'est à ce moment-là que l'on m'a encouragée à rejoindre Enlight. Sans ce projet, je serais probablement mariée et ramasseuse de déchets, comme les gens de ma communauté. Je veux bien étudier, me débrouiller seule et ne pas dépendre de quelqu'un dans la vie ».

BALASUK, SHILLONG

« J'ai dû arrêter l'école à l'âge de 14 ans car, avec 5 frères et sœurs, mes parents ne pouvaient plus payer mon éducation. J'ai alors travaillé comme femme de ménage. Ma tante m'a parlé du centre iLEAD et de la possibilité de suivre une formation d'esthéticienne, ce que j'ai toujours rêvé de devenir ! Après la formation, je me suis mise à mon compte. Mon salon a maintenant beaucoup de succès et je pense en ouvrir un deuxième prochainement. Je peux également aider financièrement ma famille. Sans le programme iLEAD, je n'aurais pas eu la chance de devenir celle que je suis aujourd'hui ! ».

YELLAMMA, HYDERABAD

« Mon mari et moi sommes venus à Hyderabad pour travailler sur les chantiers de construction il y a 10 ans. J'ai dû arrêter de travailler quand j'ai eu mes enfants. L'ouverture du centre géré par Action Education a été très bénéfique pour nous. J'y ai appris la couture, et le fait de pouvoir y laisser mes trois enfants dans la journée me permet d'exercer une activité rémunérée qui vient en complément du revenu de mon mari. Mes enfants sont très bien suivis par le centre qui prend soin de leur éducation et de leur santé ».

Découvrez les témoignages complets, scannez ce QR code ou connectez-vous sur action-education.org

Action Education lance sa campagne de fin d'année pour l'éducation des filles dans le monde

En Inde comme dans le reste du monde, la réalité que vivent des millions de filles est insupportable. Parce qu'elles sont nées filles, elles sont injustement privées d'éducation et soumises à toutes sortes de discriminations et de violences.

MOBILISONS-NOUS POUR L'ÉDUCATION DE TOUTES LES FILLES !

Dans le monde, plus de 129 millions de filles sont privées d'éducation. Un nombre qui a explosé avec la pandémie de COVID-19 et la persistance de nombreuses traditions culturelles et sociales, telles que l'exclusion des filles pendant leurs règles, la surcharge de tâches ménagères ou les mariages forcés. Il est urgent d'agir aujourd'hui pour leur éviter une vie de soumission, de silence et de pauvreté. Garantir aux jeunes filles leurs droits fondamentaux, et notamment leur droit à une éducation de qualité, est aujourd'hui la meilleure arme pour faire reculer l'ignorance. Votre soutien exceptionnel leur permettra d'acquérir des compétences, de gagner en confiance en elles, de défendre leurs droits et de devenir pleinement actrices de leur vie et de la société de demain. **Aussi en cette fin d'année, merci de vous mobiliser à nos côtés pour l'éducation des filles partout dans le monde !**

AVEC
90 €
SOIT
30,60 €
APRÈS DÉDUCTION FISCALE

vous soutenez par exemple une famille démunie pour assurer à leur fille une scolarité continue et de qualité au Laos.

AVEC
140 €
SOIT
47,60 €
APRÈS DÉDUCTION FISCALE

vous sensibilisez par exemple 200 jeunes filles aux dangers du harcèlement sexuel dans le cadre du projet Enlight en Inde.

AVEC
220 €
SOIT
74,80 €
APRÈS DÉDUCTION FISCALE

vous soutenez par exemple la formation professionnelle d'une jeune mère célibataire à Madagascar.

IMPORTANT : N'oubliez pas qu'en faisant un don avant la fin de l'année, vous pourrez déduire 66% de son montant de votre impôt sur le revenu 2022, dans la limite de 20% du revenu imposable. Encore une fois, un immense merci !

Découvrez notre campagne et soutenez nos actions
sur chaquefille.action-education.org
ou scannez ce QR code

ENCORE UNE FOIS, UN IMMENSE MERCI !

AUTONOMISER ET PROMOUVOIR LA CITOYENNETÉ

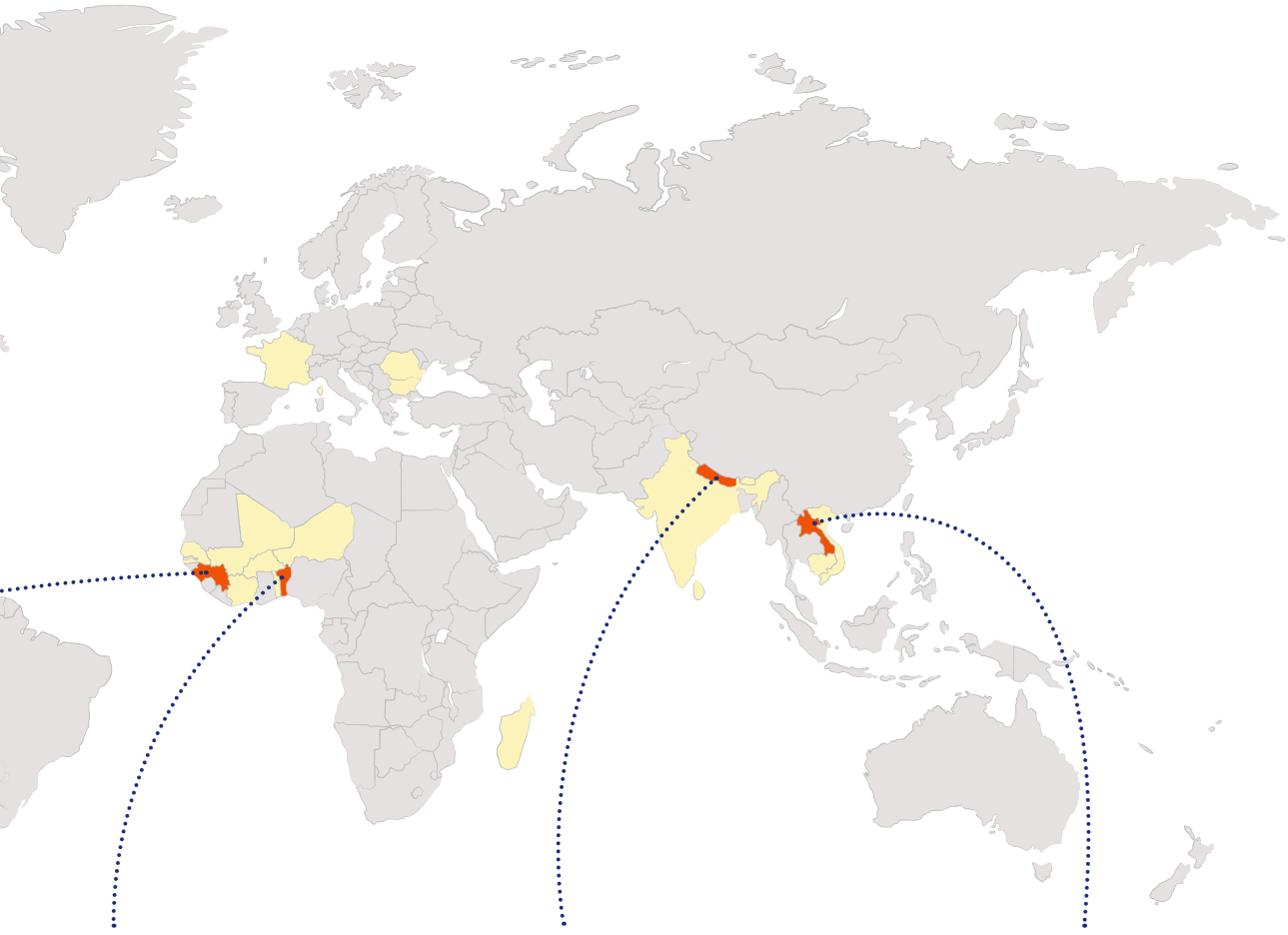
GUINÉE

Employabilité et engagement citoyen des jeunes

Le Programme Compétence pour Demain (CPD) accompagne près de 1000 jeunes dans un quartier défavorisé de la capitale Conakry. Son objectif est de contribuer à l'autonomisation des jeunes des zones périphériques des grandes villes. Des formations sont dispensées, par exemple en audiovisuel ou sur le recyclage des déchets plastiques. Des actions de sensibilisation sur le civisme et la citoyenneté sont également menées.

À SAVOIR

Ce programme, mis en œuvre en consortium avec Solidarité Laïque à travers un financement de l'Agence Française de Développement (AFD), est présent dans six pays de l'Afrique de l'ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali et Sénégal).



BÉNIN

Kits informatiques pour des écoles primaires

Du matériel informatique a été offert par Action Education à 13 écoles primaires publiques et associations de jeunes des communes d'Allada et de Ouidah, dans le sud du pays. Chaque kit comprend un ordinateur, une imprimante, un onduleur et un routeur muni d'un abonnement internet. La remise officielle a eu lieu le 15 septembre 2022. Le but du projet est de faciliter l'accès des enfants au numérique.

À SAVOIR

Le projet ACTE Afrique (« Action pour la Citoyenneté par et pour Tous les Enfants par l'Education en Afrique ») couvrant plusieurs pays, les jeunes béninois sont connectés avec leurs pairs du Burkina Faso, du Sénégal et du Togo pour des temps d'échanges et de partage d'expériences.

NÉPAL

Formations professionnelles en informatique au Népal

Action Education Népal met en place la troisième phase de son projet de formation professionnelle iLEAD dans la vallée de Katmandou. Les jeunes issus de communautés défavorisées peuvent suivre une formation dans différents domaines dont l'informatique et les réseaux. Ils sont également accompagnés dans leur recherche d'emploi ou projet d'entrepreneuriat.

À SAVOIR

Le projet fournit également aux participants des formations en compétences non techniques. Les formateurs fournissent des conseils et un soutien complet aux stagiaires pendant et après la période de formation. Des groupes WhatsApp permettent aux anciens de s'entraider, de partager leur expérience et de se soutenir mutuellement.

LAOS

Fond d'urgence suite aux inondations dévastatrices

Fin août 2022, des milliers de personnes de la province d'Oudomxay, au nord-ouest du pays, ont subi des crues soudaines provoquées par de fortes pluies et l'effet d'une tempête tropicale. Face à ces inondations touchant des districts où Action Education mène des projets, nous avons lancé un fond d'urgence pour contribuer à la sécurisation matérielle et alimentaire des populations.

À SAVOIR

Le Laos est un pays fortement vulnérable aux effets du changement climatique. Le pays connait un risque croissant de crues éclair dans les régions montagneuses, provoquant des glissements de terrain qui font de nombreuses victimes.

Éducation

Trois ans de mobilisation pour les droits de l'enfant !

Pour les 30 ans de la Convention relative aux droits de l'enfant, en 2019, Action Education intégrait la Dynamique « De la Convention Aux Actes ! ». Trois ans plus tard, l'heure est au bilan. Et au vu des succès, le collectif est prêt à continuer sa mobilisation pour assurer une meilleure effectivité des droits de l'enfant.

« *En France, 1 enfant est violé toutes les heures. 1 enfant est tué tous les 5 jours dans le cercle familial. Au moins, 50 000 mineurs sont victimes de maltraitance par an. Nous demandons à l'Assemblée Nationale la création d'une délégation parlementaire aux droits de l'enfant* ». Voici la demande adressée le 26 juin dernier par les députés membres du Groupe Socialiste à la nouvelle Présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet. Une belle victoire pour les organisations membres de la Dynamique « De la Convention Aux Actes », parmi lesquelles Action Education, qui portaient cette demande auprès des parlementaires depuis plusieurs mois.

1989
ADOPTION À L'UNANIMITÉ
par les États membres des Nations Unies de la Convention relative aux Droits de l'Enfant

« FAIRE DE L'ENFANCE UNE PRIORITÉ »

Depuis trois ans maintenant, la Dynamique « De la Convention Aux Actes ! », qui rassemble une trentaine d'organisations et d'associations, s'est mobilisée pour renforcer l'effectivité des droits de l'enfant en France et dans le monde. Dès 2019, pour les 30 ans de la Convention relative aux droits de l'enfant (CIDE), les organisations membres avaient interpellé les pouvoirs publics français pour alerter sur les manquements de la France face à ses responsabilités. Elle a, depuis, publié plusieurs observatoires sur la situation des droits de l'enfant dans le monde et a approfondi les questions de gouvernance et de participation des enfants à l'élaboration des politiques publiques qui les concernent, demandant notamment une réforme du Parlement des enfants.

MOBILISÉES POUR UNE ANNÉE ÉLECTORALE

En 2022, à l'occasion des élections présidentielles et législatives, la Dynamique « De la Convention Aux Actes ! » s'est mobilisée pour que les questions liées à l'enfance ne soient pas oubliées. Avec pour objectif de porter ses propositions et notamment la mise en place d'un ministère dédié à l'Enfance et à la Jeunesse. Lui seul en effet, aurait permis de sortir de la logique de silos et de mettre en œuvre une véritable stratégie pour l'enfance et la jeunesse.

ET MAINTENANT ?

L'histoire de la Dynamique aurait dû s'arrêter en septembre 2022, trois ans jour pour jour après sa création. Mais alors que le collectif est aujourd'hui identifié par les pouvoirs publics et connait une dynamique intéressante et rassembleuse, les membres de la Dynamique « De la Convention Aux Actes ! » s'interrogent sur les possibilités de continuer l'aventure. Action Education contribue actuellement à cette réflexion pour porter au mieux son plaidoyer.

Pour en savoir plus
Découvrez toute la mobilisation de la Dynamique « De la Convention Aux Actes ! » sur : www.delaconventionauxactes.org

CAMPAGNE DE NOTORIÉTÉ D'ACTION EDUCATION

Suite à notre changement de nom et d'identité visuelle intervenu le 4 juillet dernier, nous avons lancé une campagne de communication auprès du grand public à la rentrée, afin qu'Action Education gagne en visibilité et notoriété.

Nos messages ont été diffusés à titre gracieux par de très nombreux médias. Plusieurs chaines de télévision (dont France Télévisions) ont diffusé notre spot. Des dizaines de parutions dans de grands magazines et journaux français ainsi que des centaines de panneaux d'affichage extérieur dans les plus grandes villes ont permis de présenter notre nouvelle identité. Au total, les retombées médias sont valorisées à plus d'1 million d'euros (ce qui aurait été nécessaire pour l'achat d'espace publicitaire équivalent). Notre campagne de notoriété a aussi été déployée sur notre site web et les réseaux sociaux. Sur ces derniers, les visuels de la campagne ont généré 1,5 million d'impressions (nombre de fois où le contenu est affiché) depuis le 5 septembre dernier, et la vidéo a été vue par 819 000 personnes.

Pour en savoir plus, scannez ce QR code ou connectez-vous sur action-education.org

ACTION EDUCATION DANS LES MÉDIAS

Action Education a été sollicitée à plusieurs reprises, par des médias français et internationaux, pour présenter ses programmes et ses actions.

TV5 MONDE Vanessa Martin, Responsable prises de paroles publiques & plaidoyer d'Action Education, explique pourquoi « Aide et Action » est devenue « Action Education » et répond aux questions de la journaliste Vicky Bogaert.

UNtoday Mathieu Cros, Responsable recherche évaluation & capitalisation d'Action Education, a publié un article dans la revue des Nations Unies sur les enjeux des interventions des ONG.

Radio Bastides Vanessa Martin, Responsable prises de paroles publiques & plaidoyer d'Action Education, répond aux questions de Patrick Figeac dont l'émission hebdomadaire « L'école de la vie » est consacrée à l'éducation et à la formation.

ACTION EDUCATION

© Anne-Emmanuelle Thion

« Par l'éducation, vous changez l'avenir d'un enfant, mais aussi celui de sa famille, de sa communauté et de son pays »
Jacques R. testateur

1,5 million
DE PERSONNES ONT BÉNÉFICIÉ DE NOS PROJETS EN 2021

1 enfant sur 5
NE VA PAS À L'ÉCOLE DANS LE MONDE

Offrir l'école **en héritage !**

Avec l'éducation, vous changez le monde !

Legs, donation, assurance-vie et don sur succession

Action Education assure, depuis plus de 40 ans, l'accès à une éducation de qualité pour les populations les plus vulnérables et marginalisées, en particulier les enfants, les filles et les femmes, afin que toutes et tous puissent maîtriser leur propre développement et contribuer à un monde plus pacifique et durable.

J'aurais grand plaisir à vous rencontrer, n'hésitez pas à me contacter.

Audrey Grosjean
Responsable Libéralités
01 55 25 40 92
audrey.grosjean@action-education.org

Demande d'information gratuite et confidentielle

Coupon à détacher et à renvoyer directement par la Poste sans l'affranchir à Action Education LIBRE REPONSE 40773 75545 Paris CEDEX 11

☐ **OUI,** je souhaite recevoir gratuitement, en toute confidentialité et sans engagement, votre brochure d'information sur les legs, donation, assurance-vie et don sur succession.

☐ Je souhaite être contacté-e au téléphone par Audrey Grosjean, Responsable des libéralités.
Date souhaité : ⌊_⌋⌊_⌋/⌊_⌋⌊_⌋/⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋
Horaire souhaité : ⌊_⌋⌊_⌋ h ⌊_⌋⌊_⌋

☐ Madame ☐ Monsieur
Nom : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
Code Postal : ⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋⌊_⌋
Ville : .....
Email : .....
Téléphone : .....
Mobile : .....

LEGS-MAGDEC2022-DIL

Dans le cadre du Règlement général pour la protection des données (RGPD) vous disposez, en vous adressant par écrit à notre siège, d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité, d'effacement des données vous concernant ou une limitation du traitement. Ces données pourront être utilisées par Action Education à des fins de prospection. Si vous souhaitez vous opposer à cette utilisation, cochez la case ci-contre : ☐

Aide et Action devient ACTION EDUCATION
53 boulevard de Charonne
75545 Paris Cedex 11
+33 (0)1.55.25.70.00
action-education.org

Association Reconnue d'Utilité Publique et agréée par le ministère français de l'Education nationale. Elle est habilitée à recevoir les legs, donations et assurances-vie. L'association est exonérée des frais de mutation.

Association Reconnue d'Utilité Publique
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA JEUNESSE
CHSAlliance MEMBER

ACTION EDUCATION MOBILISÉE POUR LE FESTIVAL DES SOLIDARITÉS 2022

Du 18 novembre au 4 décembre a lieu le Festival des solidarités, aussi appelé Festisol, en France et dans le monde. Retrouvez les bénévoles de plusieurs de nos équipes !

FESTIVAL DES SOLIDARITÉS
DU 18 NOVEMBRE AU 4 DÉCEMBRE 2022

Chaque année, à l'occasion du Festival des solidarités (Festisol), des milliers d'acteurs et actrices du monde associatif se retrouvent en France et dans le monde pour promouvoir et célébrer une solidarité ouverte au monde et aux autres. Plus de 4 400 animations conviviales et engagées sont organisées pour donner aux citoyen.ne.s de tout âge l'envie d'agir pour un monde plus juste, solidaire et durable : animations dans l'espace public, pièces de théâtre, jeux de sensibilisation, expositions, repas partagés, marchés solidaires, concerts... Pour cette édition, les bénévoles de plusieurs de nos équipes locales (Deux Sèvres, Côte d'Or, Sarthe, Isère et Charente Maritime) s'investissent dans les collectifs locaux du Festisol pour organiser de nombreux événements (ciné-débat, interventions auprès de jeunes, conférences, spectacles...) autour de l'éducation et de la jeunesse.

Pour en savoir plus, scannez ce QR code ou connectez-vous sur www.festivaldessolidarites.org

ÉQUIPE BÉNÉVOLE DES HAUTS-DE-SEINE

L'équipe de bénévoles des Hauts-de-Seine (92) basée à Châtenay-Malabry existe depuis 1999. Une vingtaine de bénévoles assurent une activité bien soutenue dans la bonne humeur et l'enthousiasme !

Les équipes bénévoles de l'association ont généralement trois missions principales : sensibiliser à la cause et aux enjeux de l'éducation et de la solidarité, représenter Action Education auprès du grand public et des acteurs locaux et collecter des fonds pour soutenir nos projets. L'équipe bénévole des Hauts-de-Seine gère la participation d'Action Education à de très nombreux événements (concert avec la Maitrise des Hauts-de-Seine, représentations théâtrales, forums associatifs, Salon du Livre, partenariat avec Cap-Jeune, animations scolaires, vente de Noël ...). Marie-Christine, responsable de l'équipe depuis sa création, témoigne : « *Ce que j'apprécie beaucoup dans l'association, c'est le fait d'être membre de l'Assemblée Générale,*

ce qui n'est pas très courant. La diversité des missions, les formations dont nous bénéficions et les liens avec le siège sont aussi très appréciables. Le Covid ne nous a pas arrêtés et a même été l'occasion de mettre en place une vente de Noël avec plusieurs ateliers créatifs menés par les bénévoles ! ».

Pour rejoindre ou créer une équipe bénévole, contactez : Anouk Dancert-Vérot, Coordinatrice du réseau bénévole France-Europe : action.benevole@action-education.org
Tél. : 01 55 25 70 37

Rukmini RAO

« Nous cherchons à établir des normes où la violence n'est plus acceptée »

Le Dr Rukmini RAO a consacré plus de 40 ans de sa vie à lutter pour la justice sociale et les droits des femmes en Inde. Elle est la fondatrice du Centre de ressources pour les femmes de Gramya, soutenu par Action Education. Elle est également membre du conseil d'administration international de notre association depuis 2011.

COMMENT VOTRE ENGAGEMENT A-T-IL DÉMARRÉ ?

Jeune, je voyais beaucoup d'articles dans les journaux de Delhi qui parlaient de meurtres de jeunes filles liés à la dot. Nous avons décidé avec un groupe d'amies de créer la structure Saheli (qui signifie « Femme amie ») afin de venir en aide aux femmes victimes de violence domestique. Nous avons contribué à faire évoluer la législation dans les années 80 et 90, puis en 2005, la violence domestique a été reconnue comme un crime.

POURQUOI VOUS INTÉRESSEZ-VOUS AUX DROITS DES FEMMES VIVANT EN MILIEU RURAL ?

Nous nous sommes rendues compte que la plupart des plaintes émanaient de femmes de la classe moyenne, qui lisaient les journaux ou écoutaient la télévision, alors que les femmes en milieu rural n'étaient souvent pas informées de leurs droits. Je suis revenue dans l'Etat du Telangana et j'ai commencé à travailler avec les agricultrices Dalit, souvent victimes de violence dans leurs communautés. Avec une de mes amies, nous avons créé le centre Gramya pour les femmes. Notre organisation compte plus de 3 000 femmes réparties dans 10 districts.

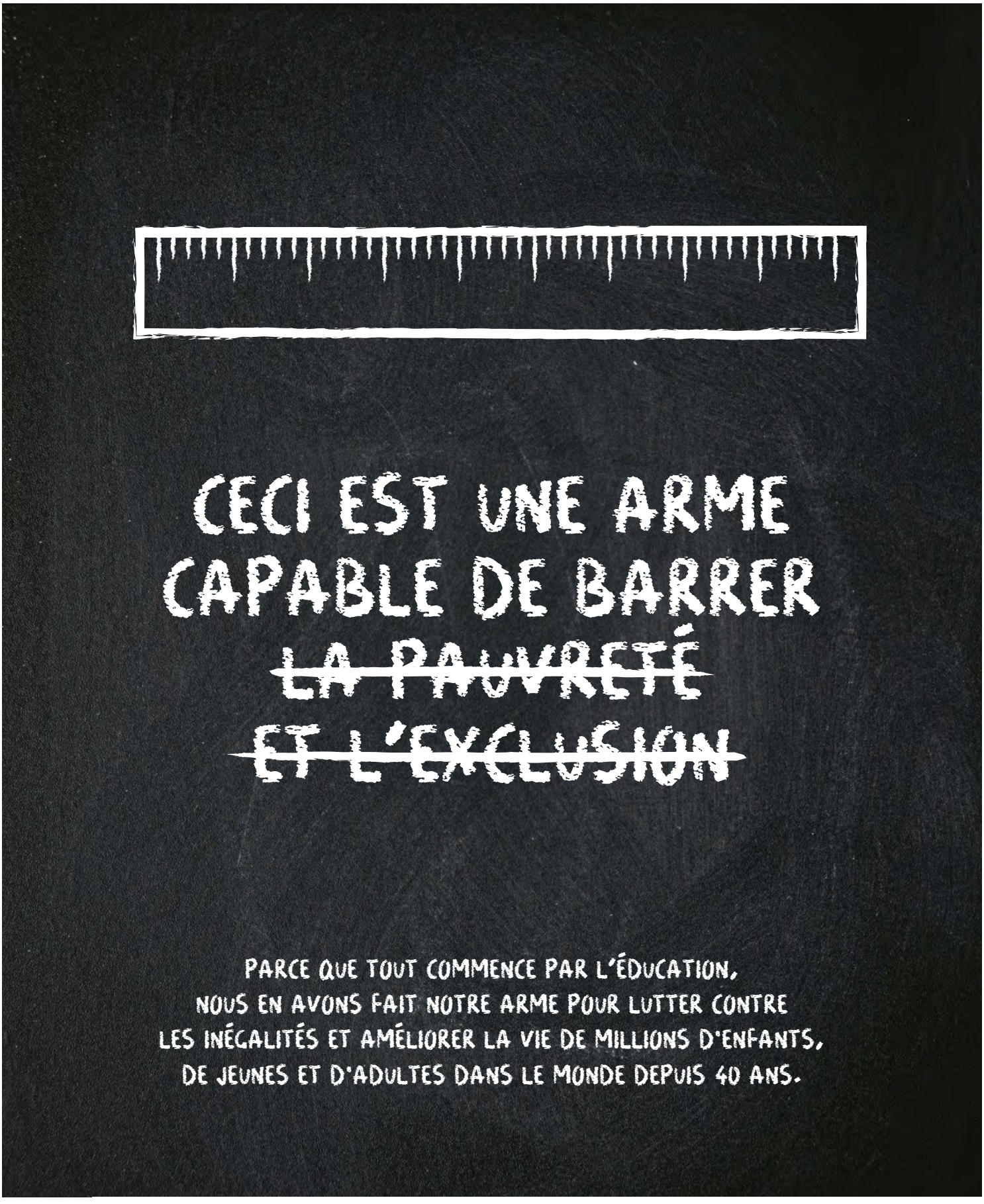
Notre travail est essentiellement basé sur les droits, garantis par la constitution, mais pas assez appliqués. Nous cherchons collectivement à établir des normes où la violence n'est plus acceptée. C'est une lutte ardue car nos divisions de classes et de castes représentent un frein à l'unité des femmes. Nous essayons d'effectuer un travail de prévention pour éviter les situations de violence domestiques, en travaillant avec les femmes mais aussi les hommes des communautés. Les discriminations de genre commencent dès la naissance, à la maison.

Nous faisons régulièrement des campagnes pour essayer d'identifier les enfants qui ont abandonné l'école et nous nous assurons qu'ils y reviennent. Nous nous assurons que les enfants ont une alimentation équilibrée et que les protocoles de vaccination sont bien respectés. Nous travaillons sur le long terme et sur des solutions durables, comme l'agriculture biologique.

ÊTES-VOUS POSITIVE POUR LA SUITE ?

Je suis personnellement très positive parce que nous avons vu beaucoup de changements se produire. Je pense qu'il est très important pour les filles d'avoir des modèles. Je donne régulièrement des cours sur le leadership et fais intervenir des femmes de la communauté qui sont devenues ingénieure, dirigeante d'une radio communautaire, chauffeur de taxi... Quand je demande aujourd'hui aux jeunes filles de la communauté, certaines me répondent « policière », ce qui était inimaginable il y a seulement dix ans ! Il y a encore un long chemin à parcourir, mais je pense que nous sommes sur la bonne voie.

« Notre organisation compte plus de 3 000 femmes réparties dans 10 districts. »



AIDE ET ACTION DEVIENT
ACTION EDUCATION
Soutenez-nous
sur www.action-education.org

ACTION EDUCATION